

Eure

## Carte scolaire. Les fermetures de classes divisent sénateurs LR et députés En Marche

EURE INFOS | mardi 20 février 2018

619 mots



À l'école Paul-Vezain d'Aulnay-sur-Iton, les parents d'élèves s'inquiètent des conditions d'accueil pour la prochaine rentrée. Ils sont soutenus par les deux sénateurs LR de l'Eure.

Si elle satisfait l'inspecteur d'académie, la nouvelle carte scolaire et la fermeture annoncée de 54 classes à la rentrée prochaine divise les sénateurs LR et les députés LREM de l'Eure.

63 fermetures, 41 ouvertures. Arrêtée le 15 février dernier, à l'issue du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale, la carte scolaire pour la rentrée 2018 « s'inscrit dans un contexte favorable », estime Laurent Le Mercier. L'inspecteur d'académie en veut pour preuve la baisse démographique de 688 élèves, soit 30 structures classes, et de la dotation départementale de 5 postes. « Ainsi, proportionnellement à la diminution des effectifs, notre dotation se voit augmentée ce qui permet des conditions d'encadrement optimales », dit-il. « Ces moyens nous permettent de répondre aux engagements du ministre pour construire une école de la confiance, faire valoir les valeurs de la République, les excellences et la bienveillance et ainsi garantir à chaque élève la maîtrise des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter ».

On sacrifie un pan entier du territoire

Si les moyens sont là - ils permettront selon le représentant de l'Éducation Nationale de maintenir un taux d'encadrement favorable (22,3 élèves par classe en moyenne), de réduire les inégalités sociales et territoriales et renforcer la brigade de remplacement -, les sénateurs LR (Les Républicains) ne sont pas de cet avis.

Dans un communiqué commun, Nicole Duranton, Ladislav Poniatowski et Alexandre Rassaërt (secrétaire départemental LR) dénoncent d'une seule voix « la politique gouvernementale qui

consiste à concentrer les moyens sur les zones urbaines via les réseaux d'éducation prioritaire (REP) au détriment des zones rurales, grandes oubliées de la République depuis de nombreuses années ». Opposés aux fermetures annoncées dans l'Eure, « département à forte identité rurale », les sénateurs estiment que « ces décisions risquent d'aggraver les fractures territoriales qui rongent déjà notre pays en niant totalement les difficultés réelles rencontrées dans nos campagnes ». « Rien ne peut justifier une décision qui sacrifie un pan entier du territoire au profit d'un autre » ajoutent encore Nicole Duranton, Ladislav Poniowski et Alexandre Rassaërt.

Les Marcheurs à la rescousse

Rien ne peut le justifier, sauf les cinq députés de La République en Marche du Département et leur référent départemental (\*) qui, calculatrice en main, constatent qu'avec 688 élèves en moins à la rentrée 2018, « le contexte démographique du département aurait dû mécaniquement conduire à la suppression d'au moins 30 classes ». « Cette logique purement comptable, trop souvent employée par le passé, ne permet pas de répondre aux défis de nos territoires. La rentrée 2018 reflétera une toute autre ambition pour notre département : l'Eure bénéficiera ainsi d'une augmentation du nombre d'enseignants et d'une augmentation nette du nombre de classes ouvertes (80 ouvertures pour 75 fermetures) ». Ils n'ont pas les mêmes chiffres que les sénateurs LR, mais, avec les mêmes arguments que Laurent Le Mercier, les cinq parlementaires sont convaincus que les moyens mis en oeuvre permettront d'améliorer les conditions d'accueil et d'accompagnement des enfants et l'apprentissage des fondamentaux. « Voilà les priorités que nous défendons avec nos députés auprès des élus locaux et des citoyens du département : loin des postures et avec détermination, nous agissons ! »

(\*) Séverine Gipson (1<sup>re</sup> circonscription de l'Eure), Fabien Gouttefarde (2<sup>e</sup>), Marie Tamarelle-Verhaeghe (3<sup>e</sup>), Bruno Questel (4<sup>e</sup>), Claire O'Petit (5<sup>e</sup>) et Guillaume Rouger, référent départemental de La République En Marche dans l'Eure.

Ch.G.